

LA GUERRE HORS PISTE

Jean Dufourcq

Il avait été difficile de domestiquer la guerre pendant les siècles meurtriers des premiers temps modernes ; pourtant, progressivement maîtrisée lors des deux conflits mondiaux, elle avait bien fini par être apprivoisée pendant l'austère guerre froide qui avait suivi. Elle semblait enfin alors à notre main, nous la tenions en cage. Tour à tour architectes, sculpteurs ou jardiniers, bâtissant ici des concepts décisifs, polissant là des principes universels, érigeant des théorèmes stratégiques impérissables, cultivant tactiques décisives et règles de comportement et d'engagement indépassables, nous pensions dominer la guerre. « *Art simple et tout d'exécution* », elle ne requerrait pour être gagnée qu'une bonne planification stratégique, de la supériorité tactique et un concours de circonstances favorables. Ce faisant, nous la maintenions sagement sur les pistes bien balisées d'une pensée humaine maîtrisée qui distingue Bien et Mal, ami et ennemi, vainqueur et vaincu ...

Nul n'était complètement dupe mais après tout, la théorie accumulée et patiemment mise à jour permettait de faire face aux désordres du monde. Aujourd'hui comme hier, ne suffisait-il pas de combiner de solides armées nationales, une bonne stratégie des moyens fondée sur la meilleure technique disponible (on dit technologie maintenant), une bonne politique d'alliances appuyée sur des intérêts communs identifiés et une réactivité suffisante face aux entreprises (prévisibles) de l'adversaire ! Certes, il y eut des excès, voire des fautes de goût comme cette absurde accumulation d'armes atomiques pendant la guerre froide, quelques variantes tactiques surprenantes comme l'emploi de gaz de combat, la « guerre éclair », l'action de kamikazes et même des incursions hors du système de confrontation organisée par le biais des coups fourrés de la stratégie indirecte et d'actions périphériques de contournement par Tiers interposés, mais rien de bien grave en réalité, même si les victimes furent alors nombreuses.

Aujourd'hui pourtant, cette dialectique militaire classique des Etats avancés qui forment la trame stratégique du monde réel ne garantit plus la sécurité collective. Car brutalement, tout semble avoir changé ; la guerre s'est volatilisée, évanouie, désintégrée et nous prenons conscience de

notre nudité face à une insécurité qui s'est installée subrepticement, à une précarité, une vulnérabilité individuelles que chacun vit de plus en plus intensément, sans adversaire désigné. Chacun voit bien aujourd'hui en effet que dans l'Occident prospère et à sa périphérie, les Etats sont en règle les uns avec les autres ; ils ne se menacent plus de guerres, de batailles ou de représailles militaires plus ou moins massives. Mais chacun expérimente aussi dans son quotidien que les sociétés dont ces Etats ont la charge ne sont pas en paix, en sécurité, hors d'atteintes de toutes ces formes collectives d'agression, de violences et de destruction totale que seule la guerre véhiculait jusqu'ici. Chacun voit que les puissances qui garantissaient la paix et la sécurité internationale ne savent plus faire face à ces hautes responsabilités et qu'on assiste au retour à la loi de la force barbare.

« *La grande guerre et la vraie paix sont mortes ensemble* » prophétisait Beaufre, il y a déjà quarante ans. Et nous redécouvrons maintenant avec stupeur la dualité de la guerre, pourtant bien identifiée par la langue latine qui différenciait clairement *bellum* et *guerra*. La cage a été ouverte, exit *bellum*, voici le retour de la *guerra*. Il nous fait peur, à juste titre.

Où donc la guerre est-elle allée se nicher ?

Nous sommes sans doute confrontés aujourd'hui à un nouvel avatar de la guerre, qui se joue désormais « hors piste », hors des terrains balisés, hors des circuits fréquentés par les experts stratégiques du XX^e siècle. Sur les pas de Napoléon et de Clausewitz, ceux-ci avaient tracé la route de crête qui permet de dominer le terrain de la conflictualité des intérêts nationaux. A leur suite, certains annoncent le retour de la guerre, une guerre encore plus parfaite, et la fin de la démocratie.

Or, à l'opposé de ces *bella*, ces grandes guerres classiques ordonnées par les intérêts et polarisées par les idéologies, c'est la *guerra* qui se développe, soit sous la forme d'une guérilla cruelle, multiforme, globale contre les valeurs et les systèmes que véhicule une certaine forme d'ordre libéral occidental, soit sous la forme de transformations imposées et déblocages brutaux de sociétés immobilisées ; avatar nihiliste et barbare d'un côté, avatar illégal de l'autre, de ce qui était devenu un art pour gens civilisés ou presque, la nouvelle *guerra* est totale dans son essence même.

Les événements tragiques du 11 septembre 2001 et du 11 mars 2004, en sortant du champ normalisé de la guerre, nous ont fait l'effet de vrais tremblements de terre ; et on attend désormais leurs prochaines répliques, comme tétanisés par cette formule hors champ, hors jeu, hors sujet. Comme toujours, lors de ces brusques accélérations de l'histoire, nous tardons à identifier la crise de modernité dont ces faits tragiques sont porteurs, à nommer la révolution qui s'effectue sous nos yeux, et à préparer la parade appropriée. Alors nous continuons à faire fébrilement ce que nous savons faire, c'est-à-dire à préparer et conduire les guerres

d'hier, avec les outils de la supériorité technologique accumulés patiemment et à grand prix pour garantir une forme de paix qui n'existe déjà plus. Nous continuons à développer les doctrines et les alliances militaires d'hier qu'avaient nécessité des temps stratégiques aujourd'hui révolus et à conduire obstinément des combats planétaires périmés ou décalés, comme cette lutte attrape-tout contre la prolifération qui, sans nuances et sans vision, jette l'eau de la stabilisation régionale avec le bain des programmes militaires prohibés. Certes, nous avons retrouvé les jeux rustiques, anciens et excitants de la chasse et de la traque auxquels s'adonnent ces nouveaux héros militaires qui, sous l'appellation de « forces spéciales », tentent d'affronter en terrain libre un adversaire fuyant et mal identifié, en combinant rusticité et haute technicité ; avec leurs frères d'armes, les juges spécialisés dans la lutte anti-terroriste, ils sont les justiciers du XXI^e siècle, les boucliers de nos sociétés. Mais chacun mesure les problèmes d'adaptation des moyens militaires d'hier aux fins d'aujourd'hui, chacun redoute les distorsions introduites par les contre-emplois probables, chacun s'inquiète de la modestie du clavier des combinaisons stratégiques possibles et déplore l'indigence de la boîte à outils tactiques utilisables pour faire face à cette guerre qui se cache, à cette guerre sortie du cadre habituel.

Pourtant, nous avons eu régulièrement des signaux d'alerte, précurseurs ; il y a quelques décennies par exemple, lors des guerres de décolonisation qui recourraient à des formes non-conventionnelles, on disait à l'époque « subversives », dans le sens où elles sortaient du champ et dénaturaient les fondements (on dit aujourd'hui les fondamentaux) de la guerre. Aveuglés par l'idéologie que véhiculaient les guerres de libération coloniale, nous n'avons pas su identifier autant qu'il l'eut fallu le phénomène auquel nous étions confrontés ; nous n'avons pas su analyser la « rationalité cachée » des comportements guerriers d'alors, comprendre à quel point le recours populaire, vital, instinctif, aux formes les plus radicales de la violence aveugle puisait ses racines dans la réalité d'un enfermement inacceptable, dans une situation d'infériorité militaire, de déséquilibre tactique, d'impuissance opérationnelle, tout comme dans la rage de détruire les signes imposés d'une civilisation non choisie librement. Autre alerte, beaucoup plus récente, celle-là : avec le développement des nouvelles « questions » des Balkans, d'Orient et des Grands Lacs, on devinait que le monde stratégique entrait en transe depuis la fin de la guerre froide. On pressentait ce qui allait advenir même si on manquait d'imagination¹.

La *guerra*, réaction souvent barbare, prédation souvent aveugle, violence civile et outrages inhumains, c'est ce qui peut rester quand tout espoir est perdu de gagner une confrontation par d'autres moyens conventionnels. Elle s'alimente aux différentes sources, toutes illégitimes, du terrorisme, qu'il faut pourtant se garder d'amalgamer en un mouvement historique unique (cf Michel Wieworka dans le Ramsès 2003). Massacres généralisés, viols et nettoyages ethniques, mutilations et assassinats ciblés, racket et extorsions, enlèvements, réduction en esclavage, attentats

sanglants et manipulations d'opinion publique, voilà désormais des modes d'action qui se répandent de Bosnie au Rwanda, de Tchétchénie en Palestine, de Bali à Djerba. Et l'hyper-terrorisme urbain n'est qu'une expression tactique extrême de ce retour masqué de la *guerra*.

Il faudra un jour se poser la question de la responsabilité des vainqueurs de 1945 dans cette dénaturation de la guerre, dans cette dérive progressive qui a conduit à une telle « *rupture historique* », comme la qualifie maintenant Michel Wieviorka. En étouffant de concert toute forme de respiration stratégique, n'ont-ils pas privé les sociétés en phase d'ascension dans les équilibres stratégiques de la planète des moyens autonomes d'affirmer leur identité et d'assurer leur sécurité nationale, et par là la stabilité de leur environnement régional ? Il faudra voir aussi pourquoi les vainqueurs de la guerre froide n'ont pas su préserver le capital chèrement acquis de la stabilité stratégique d'alors et leur demander des comptes sur ce qu'ils ont fait pour en étendre les effets bénéfiques à l'est et au sud-est du continent européen.

Sommes-nous prêts à faire la guerre « hors piste » au XXI^e siècle ?

C'est bien sûr maintenant la seule vraie question. Mais avons-nous vraiment le choix ? On peut en douter, car la sécurité individuelle du citoyen est à la base du contrat social qui fonde la collectivité d'intérêts et de valeurs que la nation confie à l'Etat qui doit en assumer la charge ; la sécurité, c'est la première liberté. Alors, de même qu'on ne peut plus nier le changement brutal de la nature de la guerre telle qu'elle se présente au début du XXI^e siècle, on ne peut pas choisir le type de guerre que l'on doit faire. Défendons nos sociétés, sans hésitation et sans faiblesse, c'est tout.

On déplorera sans doute cette perte de liberté d'action stratégique, ce champ de bataille imposé sur un terrain non choisi et ce contre-pied historique dont les effets les plus tragiques sont de rendre obsolète notre stratégie précédente, de périmer une grande partie de nos coûteux moyens de sécurité, de nous contraindre à un mouvement de repli sécuritaire rapide sur nos intérêts vitaux élémentaires. Les constantes de temps, politiques, budgétaires et techniques, sont telles que nous serons sans doute tentés de différer notre engagement, de retarder tout changement de direction stratégique. On voudra tergiverser. Qui sait si la « révolution dans les affaires militaires », la nouvelle ère de l'information opérationnelle globalisée, les armes spéciales non pilotées qui permettent de doser force et précision ne vont pas étouffer dans l'œuf ce nouvel avatar de la guerre ? Et puis, nous avons ces programmes militaires conventionnels et nucléaires dont la sophistication et le coût ont engagé notre avenir opérationnel pour quelques décennies et qu'il faudrait encore étaler, voire différer. Et puis, ces espoirs de voir naître une industrie européenne d'armement qui devra, pour se concrétiser, disposer de solides programmes collectifs utilisant les technologies duales ; à tout cela faudrait-il donc renoncer ? Qui peut dire d'ailleurs si cette évolution

brutale de la guerre est vraiment totale, si elle est irréversible ? Ne serait-il pas prudent pour parer tout retour de flamme de mener à bien d'abord ce qui était déjà prévu et dissuader ainsi tout retour à des affrontements rangés de type *bellum*, de traiter ce « beau » scénario 6 du Livre Blanc de 1994 (pour ceux qui s'en souviennent), auquel nous ne pouvons nous résoudre à renoncer.

On connaît la chanson ! On voit bien tous les obstacles politiques, techniques, psychologiques qui se dressent et qui freinent notre compréhension de la guerre à faire, verrouillent notre entendement et nous font hésiter devant le « hors piste ».

Enfin, il y a la peur de l'inconnu, du nouveau, la peur de la violence irrationnelle, la peur de la barbarie, la peur foncière du retour des pulsions de mort, cette avalanche de désordres intérieurs que nous pourrions déclencher en pratiquant une nouvelle forme de combat de contre-guérilla, de contre-ingérence. Faut-il donc ouvrir la boîte de Pandore de la rétorsion, du talion, des coups rendus, des actions d'éradication préventives, de stérilisation de précaution ? Que de relents délétères ! En sortant la guerre de la boîte juridiquement contrôlée par la charte des Nations unies dans laquelle le XX^e siècle l'avait enfermée, nous retrouvons avec une certaine lassitude, au moins en Europe, une forme de violence bien connue depuis les grandes invasions barbares et les guerres de religion, qu'il faudra pourtant contrer rapidement et sans faiblir. Mais n'allons-nous pas y perdre notre âme ?

Nostalgie des temps maîtrisés de la guerre d'hier, inquiétude devant cette évolution tragique, déconcertante, si peu rationnelle, si peu « technologisée », si peu « informatisable », perplexité sur la conduite à tenir, la stratégie à développer, la tactique à adopter. Il va nous falloir vraiment faire des efforts de rigueur, de lucidité et de créativité pour aborder la conflictualité qui vient, pour faire face à cette nouvelle crise de la guerre, à cette crise de la modernité bien installée maintenant. Il va surtout falloir montrer du courage, de la volonté et puis nous armer de patience.

Faire face

Il est sans doute encore difficile de définir une stratégie d'ensemble pour stériliser cette *guerra* qui vient et le terrorisme global qu'elle manipule. Mais les nombreux orages de violence auxquels les sociétés ont déjà dû faire face dans le monde occidental, sur le continent africain, dans l'arc arabo-caucasien et dans les grands archipels asiatiques, ont en commun des phénomènes socio-économiques et ethno-religieux de frustrations mortifères. C'est un point à traiter, assurément, mais c'est un dossier au long cours. Pourtant, ce n'est pas en laissant dévaster les sociétés les plus avancées qu'on réduira ces frustrations ; c'est au contraire en les consolidant et en les réorganisant pour diffuser à leurs

confins stabilité, sécurité et développement sur une base solidement affirmée de justice et de droit. Voici en complément² l'ébauche de quelques pistes dans cette direction.

Consolidation interne d'abord donc. Ce qui s'impose à tous, c'est un resserrement de la communauté nationale autour de nouveaux comportements de sang-froid, de résistance aux dangers, aux défis, aux agressions à promouvoir. C'est un nouveau caractère qu'il faut forger, plus dur au mal, plus sûr de ses assises et plus engagé dans la défense de ses droits légitimes à la stabilité et à la prospérité. Endurcir nos sociétés, les rendre plus solidaires, et confirmer le modèle actuel, la pluralité comme base sociale, le développement comme moteur du progrès, le service des autres comme contribution au groupe et la justice comme point de vue d'équilibre. Affirmer et ajuster le modèle et le valider dans les temps de crise d'aujourd'hui. On le voit bien, cette capacité de résistance qui s'apparente au mode d'action militaire classique de la protection ne relève pas d'abord du ministère de la Défense ni des Armées, même si la suspension du service national constitue aujourd'hui un handicap pour la concrétiser.

Faut-il revenir sur ce sujet aujourd'hui ? Faut-il rééquilibrer effectifs, budgets, missions entre forces de police et forces militaires ? Faut-il créer une nouvelle formule de ministère intégré de la Sécurité ? C'est à voir, mais l'objectif est clair en termes stratégiques, il faut réduire la surface exposée, aménager le terrain des vulnérabilités internes, durcir la zone de contact et restaurer des liens de solidarité et de responsabilité collective face aux dangers ; et c'est bien « l'affaire de tous les citoyens ». Sans en changer l'esprit, il faut moderniser la lettre de l'Ordonnance de 1959, la consolider, en assurer la pédagogie et la publicité, et la faire entrer réellement en vigueur dans notre pays, à l'échelon central interministériel comme aux échelons régionaux, départemental et municipal. Vaste chantier national à l'évidence.

Partage et coopération ensuite. Naturellement, chacun peut relever la flexibilité transnationale avec laquelle les nihilistes mutilent les sociétés développées comme les sociétés en phase de réforme et de développement. Il est illusoire de chercher à se barricader dans nos vieilles frontières. Comme nos sociétés, celles-ci sont désormais ouvertes et c'est avec nos voisins d'abord qu'il faut faire face à cette guerre totale. Partager ses renseignements, ses soupçons, agir préventivement, assumer collectivement des responsabilités judiciaires de protection des citoyens et des sociétés à l'échelle du continent, c'est la base de la solidarité européenne.

Car c'est au sein de nos sociétés, à Londres, Hambourg et Madrid, qu'ont été conçues les opérations terroristes les plus ravageuses et non dans la vallée du Panchir ou dans les confins pakistanais comme la mythomanie actuelle le laisse entendre. Dans nos sociétés ouvertes mûrissent des projets criminels dont la simplicité et l'efficacité

s'alimentent à la connaissance intime de nos modes de vie et de nos vulnérabilités et dont la radicalité se nourrit des frustrations qu'engendrent les distorsions de nos vies sociales occidentales.

Près de nous aussi, notamment en Afrique du Nord, des sociétés en développement se réforment et se modernisent qu'il faut soutenir dans leurs efforts de rigueur, de modernité et de stabilité ; il faut les encourager sans leur imposer les standards élevés de démocratisation qui sont aujourd'hui les nôtres ; encore une fois, la sécurité est la première des libertés publiques. Mais, au-delà des symptômes qu'il faut traiter collectivement avec vigueur et détermination, il faut aussi traiter les causes de frustration interne et externe qui ont alimenté ce nihilisme et déclenché le cercle vicieux de la *guerra* barbare. C'est dans un cadre de proximité, de bon voisinage européen qu'il faut aborder la philosophie de sécurité équilibrée qu'exprime le document adopté fin décembre par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne sous le titre évocateur *Une Europe sûre dans un monde meilleur* ; elle doit constituer la feuille de route de la coopération entre Européens, et entre les Européens et leurs proches voisins, une coopération fondée sur la justice et le droit certes, mais aussi sur la ténacité, la cohérence et l'esprit de suite. Un effort collectif donc, prioritairement euro-méditerranéen.

Sécurité durable ?

En matière stratégique, il est de la plus haute importance de ne pas se tromper de combat, de bien définir les crises auxquelles on doit faire face, et donc de qualifier la guerre que l'on doit conduire. Notre pays se remet encore mal du désastre de 1940.

Le modèle de la guerre vient de muter une nouvelle fois sous nos yeux ; nous vivons un moment de rupture historique de la conflictualité et les militaires en sont les premiers témoins. Depuis près de dix ans dans les Balkans principalement, mais aussi en Afrique, ils font l'expérience cruelle de la transformation de la guerre ; la culture militaire et stratégique de la guerre froide est obsolète ; les outils et les savoirs accumulés depuis quelques décennies sont d'un faible recours. La haute technologie, les techniques de l'information, les missiles stratégiques à longue portée et la robotisation du champ de bataille sont de piètres réponses à opposer à la *guerra* ; nos camarades britanniques et américains en font le constat tous les jours en Irak et en Afghanistan. Et face aux mêmes problèmes, ferions-nous tellement mieux ?

La clairvoyance est un exercice politique électoralement périlleux et la sûreté, un réflexe militaire prudent qui fait le lit du conservatisme ; ces attitudes nous ont conduit, faute de mieux, à valider jusqu'à maintenant un modèle d'armée et de sécurité arrêté sur la base de compromis hier raisonnables, adaptés aux temps d'alors. Or, ce dont nous avons besoin aujourd'hui est sans doute différent, c'est une stratégie fondée d'abord sur

l'équilibre dialectique entre une exigence de sécurité intérieure et une nécessité de stabilité extérieure dans laquelle la part militaire devient secondaire. C'est sans doute ainsi que doit s'articuler une véritable stratégie de sécurité durable qui doit maintenant se substituer au concept aujourd'hui éculé de Défense nationale.

La sécurité durable impose des actions de proximité ; ce sont sur le territoire national des actions de solidarité citoyenne (on disait hier de fraternité) entre des Français plus endurcis, co-responsables de la préservation de l'héritage d'une société développée qu'ils ont établie à grands frais ; ce sont, dans le voisinage immédiat de la France, des actions de solidarité sécuritaire avec nos partenaires naturels que sont nos voisins, selon les trois axes stratégiques de la France : l'axe européen continental, l'axe méditerranéen et enfin l'axe transatlantique³.

Esprit de famille intérieur et bon voisinage stratégique extérieur, les deux exigences d'un système de sécurité à reconstruire aujourd'hui pour contrer les désordres actuels, rétablir une stabilité durable, préserver les chances de l'avenir de la France et celles de notre vieille civilisation européenne. Hors piste ? Non, c'est la voie à défricher désormais, hardiment.

Jean Dufourcq, contre-amiral (cr), ancien de la DEG, du CAP et de l'IHEDN est actuellement chef de la branche Recherche du Collège de défense de l'OTAN à Rome.

Notes :

¹ « *La nouvelle oscillation stratégique* » in Défense Nationale, 1999.

² Défense nationale ou solidarité collective face à l'insécurité ? in *AGIR n°13* – 2003.

³ A la charnière ? in *Politique étrangère*, juin 2002.